

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/365

23 novembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 24 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 23 novembre 1977, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à la note verbale datée du 13 novembre 1977, émanant de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies, dont le texte a été distribué comme document de l'Assemblée générale au titre du point 24 de l'ordre du jour (A/32/350).

En annexe à ladite note verbale figure le texte d'un télégramme de M. Alejandro Vernon, daté du 17 novembre. On y relève diverses inexactitudes et affirmations tendancieuses concernant la façon dont M. Anthony Martinez a été traité par les autorités béliziennes. Les services du Gouverneur du Belize ont confirmé à ma Mission que M. Martinez n'est ni en état d'arrestation ni en détention. Il est totalement faux de prétendre qu'il a été "appréhendé" par les autorités béliziennes à son arrivée à Punta Gorda le 16 novembre (et non pas le 15 novembre comme il est indiqué dans le télégramme de M. Alejandro Vernon). M. Martinez a été interrogé par les services de police à son retour car il n'avait sur lui aucun titre de voyage. Il a déclaré aux fonctionnaires de l'immigration que son permis temporaire, qui l'autorise à se déplacer entre des localités des régions frontalières, avait été égaré par les fonctionnaires guatémaltèques de l'immigration. Le Secrétaire général peut être assuré qu'il n'est pas question que les autorités béliziennes sévissent contre l'un quelconque des trois pétitionnaires qui ont été entendus à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale sur la question du Belize, en raison des déclarations qu'ils ont prononcées devant cet organe. Les déclarations faites par les pétitionnaires à New York ont, en fait, scandalisé l'opinion publique dans le district de Toledo dont les habitants leur sont profondément hostiles, et le Gouvernement bélizien prend toutes les précautions possibles pour protéger les pétitionnaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 24 de l'ordre du jour.

(Signé) Ivor RICHARD